



Interview de Jean-Louis SANCHEZ Délégué général de l'ODAS

« Le lien social, rempart face à la crise »

Au lendemain des 7èmes Rencontres nationales de l'ODAS, qui ont rassemblé près de 800 acteurs du secteur social les 2 et 3 juillet dernier à Marseille, Jean-Louis SANCHEZ, Délégué général, fait le bilan de la manifestation.

Cette année les rencontres de Marseille portaient sur le vivre ensemble à l'époque de la crise. Pourriez-vous nous expliciter les raisons de ce choix ?

Jean-Louis Sanchez : Nous avons le sentiment que nous entrons dans une crise de civilisation durable. Même si les gens perçoivent plus facilement les aspects économiques (chômage, nouveaux emplois plus précaires...), d'autres formes plus insidieuses menacent le vivre ensemble.

Avec les rencontres de Marseille, nous avons donc essayé de savoir, alors qu'en cette période de crise les ressources financières des collectivités publiques sont au plus bas, comment optimiser les différents segments des politiques publiques consacrés au vivre ensemble. Cette manifestation offrait aussi la possibilité, avec des acteurs d'origines géographiques et institutionnelles très diverses, de définir ensemble les propositions susceptibles de s'appuyer sur la vulnérabilité engendrée par la crise pour en faire une force de mobilisation de l'engagement citoyen. Car plus on est vulnérable plus on a besoin effectivement du soutien des autres.

A l'issue des 7èmes Rencontres de l'ODAS, on peut dire qu'elles ont suscité une très forte implication des 800 participants avec des moments de grande émotion lors des débats sur la nécessité d'un changement culturel.

Concrètement, quelles propositions sont sorties de ces rencontres ?

J-L S : Je prendrais deux exemples qui sont intéressants pour l'association que vous représentez.

D'abord celui de l'enfance et de la famille. En raison de la crise, les participants sont arrivés à la conclusion qu'on devait accepter beaucoup plus facilement aujourd'hui l'idée d'une très grande diversification des réponses sociales, qu'on ne devait plus être aussi craintif qu'auparavant et refuser toutes les formules innovantes qui ont le mérite souvent d'être moins onéreuses que les précédentes. Par exemple, en ce qui concerne le mode de garde, je pense aux regroupements d'assistantes maternelles qui est une formule très prometteuse par la qualité du service rendu mais aussi par son coût. Concernant la protection de l'enfance, l'idée dominante est qu'il faut à tout prix travailler sur les capacités des familles à se réinsérer dans le tissu social. L'accent a été mis sur la citoyenneté et non plus simplement sur les réponses professionnelles : la nécessité d'un grand respect des familles à l'épreuve de difficultés, d'une très grande implication



des habitants et en général de tout ce qui peut faire lien sur un territoire pour sortir les familles en difficultés de leur isolement.

Sur le terrain des personnes âgées, le propos a été encore plus ambitieux car la crise peut permettre de repenser notre rapport à l'âge. : il ne s'agit plus simplement de se préoccuper des personnes âgées quand elles deviennent dépendantes mais de les empêcher d'entrer dans la dépendance en leur maintenant un haut niveau de vie sociale. Ce qui veut dire qu'il faut développer l'intergénérationnel, permette la cohabitation des jeunes et des anciens en repensant l'habitat, créer dans chaque établissement scolaire un club intergénérationnel, avoir une politique qui permette aux personnes- âgées de rester utiles jusqu'aux derniers moments de leur vie.

De façon plus générale, et ça a été notamment le cas dans les séances plénières, l'accent a été mis sur le fait que la crise doit engendrer non pas une simple refondation des politiques sociales mais une refondation de l'ensemble des politiques publiques. Il faut repenser notre comportement dans nos relations aux autres, dans nos relations à la consommation, au patrimoine écologique, dans nos prises de responsabilités. La crise est l'occasion d'œuvrer à la mise en œuvre d'une politique de civilisation si on veut se référer aux travaux d'Edgar Morin par exemple.

Il y aura-t-il une suite ?

J-L S : Oui car ces rencontres ont été l'occasion de lancer dans toute la France les Ateliers du vivre ensemble et de la fraternité. Il s'agit de reproduire dans toutes les capitales régionales mais aussi dans des villes plus petites, une rencontre entre tous les élus concernés et les représentants associatifs pour que, au cours

d'une journée de réflexion, on explicite davantage et collectivement la gravité des problèmes de vulnérabilité qui se posent aujourd'hui et la nécessité de mettre beaucoup plus de volonté, d'énergie, de sincérité dans la construction de démarches produisant du lien social. Car la fraternité ne se décrète pas mais elle se laboure et il est temps d'accepter que les maires sont mieux placés que tous les autres acteurs publics pour reconstruire ce lien social. Le premier de ces ateliers, inspirés des travaux de Marseille, aura lieu à Saint-Jean-de-Maurienne le 29 octobre prochain, avec tous les élus de Savoie, puis ensuite ce sera Besançon, puis Le Havre,... Enfin d'autres villes de toutes sensibilités politiques se sont déjà manifestées pour reproduire ces ateliers.

Les 7èmes Rencontres de l'ODAS auront donc été le point de départ d'une chaîne de la fraternité et si l'ODAS est impliquée dans cette démarche, aux côtés du Collectif fraternité c'est parce que toute l'observation de la société française nous montre que si nous ne voulons pas être une société riche de droits et pauvre de liens il est indispensable de s'attaquer à la vitalité du lien social qui conditionne d'ailleurs la vitalité des droits.